

## Les faits marquants de la Plateforme mondiale 2019: Lundi, 13 mai 2019

La Plateforme mondiale pour la réduction des risques de catastrophe 2019 (GP2019) a débuté ses activités préparatoires lundi, en prévision de la Réunion de haut niveau de trois jours, qui se tiendra du 15 au 17 mai. De nombreux forums et manifestations parallèles ont eu lieu autour du lieu principal de la conférence, le Centre international des conférences de Genève (CICG), en Suisse, organisés par le Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophe (ONU-RRC) et ses partenaires, notamment l'Organisation météorologique mondiale (OMM), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), des universités et diverses institutions internationales. Ce bulletin couvre les discussions qui ont eu lieu à la quatrième Conférence mondiale sur la reconstruction (CMR4), à la deuxième Conférence sur les systèmes d'alerte précoce multidangers (MHEWS-II) et au Forum sur la science et la politique.

### Conférence mondiale sur la reconstruction

La quatrième conférence mondiale sur la reconstruction (CMR4), intitulée « Inclusion pour la relance de la résilience », s'est ouverte lundi matin avec un spectacle de yodel suisse.

Dans son allocution de bienvenue, Maria Luisa Silva, Directrice du PNUD, a déclaré que la focalisation de la CMR4 sur la relance inclusive s'appuyait sur les éditions précédentes de la conférence, lors desquelles l'accès à tous était reconnu. Sameh N. Wahba, Directrice du Groupe de la Banque mondiale, a cité des groupes qui sont plus susceptibles d'être laissés pour compte, notamment : les personnes âgées; les personnes handicapées; les personnes qui vivent dans des régions éloignées; certains groupes de femmes; et ceux qui vivent dans la pauvreté. Mami Mizutori, Représentante spéciale du Secrétaire général (RSSG) pour la réduction des risques



Yodel Suisse à la cérémonie d'ouverture de la CMR4

de catastrophe, et cheffe de l'ONU-RRC, a déclaré que les efforts de reconstruction, après une catastrophe, pourraient être vus comme une opportunité de corriger les inégalités dans les sociétés. Asako Okai, Secrétaire général adjoint (SGA) du PNUD, a déclaré que si les gouvernements nationaux ont fait de grands progrès au cours de la dernière décennie, une meilleure inclusion sociale dans la relance est encore nécessaire. Carl Hallergard, chef de délégation adjoint de l'UE à Genève, a souligné que la relance nécessitait une approche globale de la société.

Lors de la séance plénière d'ouverture, le conférencier principal, Pinarayi Vijayan, ministre en chef du Kerala, en Inde, a parlé des efforts déployés pour rétablir la situation après les inondations du Kerala en août 2018. Setsuko Saya, membre du Cabinet nippon, a déclaré qu'un accent sur l'inclusion devrait être intégré dans toutes les politiques de relance, et a souligné la nécessité de soutenir ceux qui prennent soin des personnes vulnérables. Edward Ndopu, défenseur des objectifs de développement durable du SGNU et défenseur des droits des personnes handicapées a déclaré qu'une reconstruction des attitudes de la société à l'égard des personnes les plus à risque est nécessaire. Répondant à des questions du parterre, les orateurs devaient ensuite aborder: l'identification des laissés pour compte; le besoin de faire en sorte que les personnes handicapées puissent être entendues dans les espaces de prise de décision; et la détermination des caractéristiques uniques de la relance et de la reconstruction dans les zones sortant d'un conflit.

Lors d'une session thématique sur la garantie de l'inclusion dans la relance, des personnes déplacées, les intervenants ont souligné que les programmes descendants sans appropriation locale ne fonctionnaient pas. A la place de cela, ils ont plaidé en faveur d'une planification participative impliquant les communautés déplacées ainsi que de l'inclusion dans le profilage et la recherche des personnes déplacées à l'intérieur



Mami Mizutori, RSSG pour la RRC; Sameh N. Wahba, Groupe Banque Mondiale; et Asako Okai, SGA, PNUD



**Setsuko Saya**, Membre du Cabinet nippon; **Pinarayi Vijayan**, Ministre en chef, Gouvernement du Kerala, Inde; et **Edward Ndopu**, SGA ONU, Défenseur des personnes handicapées

de leur propre pays. Au sujet de ce dernier point, un orateur a déclaré que les conclusions révélatrices reposaient souvent sur des comparaisons de groupes de population, ainsi que sur des analyses de « population et lieu ». Un autre intervenant a souligné la nécessité de garantir le droit à la terre et le régime de logement avant les catastrophes, et a reconnu la difficulté de mettre en œuvre des approches intégrées dans des environnements politiques difficiles.

Au cours de la séance plénière de l'après-midi consacrée à l'inclusion des personnes handicapées, le professeur Ian Cristoplos a souligné la nécessité de s'éloigner de la catégorie vague et large de « groupes vulnérables » et de dialoguer avec les partenaires locaux travaillant avec les personnes handicapées. Md Mohsin, du Ministère de la gestion des catastrophes et des secours du Bangladesh, a parlé des bonnes pratiques pour prévenir les décès suite aux cyclones et aux inondations. Khil Bahadur, un homme malvoyant du Népal, a décrit son expérience avec l'aide qu'il a reçue du PNUD pour la reconstruction de son logement après le tremblement de terre de 2015. Alexandra Ocles, Ministre de la gestion des risques de catastrophes en Équateur, a parlé des politiques mises en place pour protéger les personnes handicapées depuis le séisme de 2016. Midori Hirano, présidente de Disabled Peoples' International, Japon, a parlé de la nécessité de faire pression sur les gouvernements pour qu'ils respectent leurs engagements à protéger les personnes handicapées.

Lors d'une séance thématique sur la promotion de l'inclusion sociale par la culture dans la reconstruction et la relance des villes, les intervenants ont évoqué les défis simultanés de l'urbanisation rapide, de l'augmentation des catastrophes liées au climat et des conflits armés. Les orateurs de la Banque mondiale et de l'UNESCO ont ensuite présenté un document de synthèse commun proposant un cadre culturel pour la reconstruction et la relance des villes, soulignant que les villes sont des constructions culturelles et que la culture doit être à la fois un atout et un outil de reconstruction urbaine. Des conférenciers du Japon et des Philippines ont partagé leur expérience dans la mise en valeur réussie de la culture et du patrimoine culturel à la suite, respectivement, du séisme de Kumamoto et du conflit dans la région de Marawi.

### **Conférence sur les systèmes d'alerte précoce multidangers**

La Conférence sur le système d'alerte précoce multidangers a débuté à l'OMM et a été axée sur les progrès accomplis dans la réalisation de l'Objectif (g) du Cadre de Sendai,

à savoir un meilleur accès aux systèmes d'alerte précoce multidangers. Petteri Taalas, Secrétaire général de l'OMM, a mis en exergue les principales conclusions de l'édition 2018 du Rapport sur l'état du climat dans le monde et a rappelé aux participants le risque accru de catastrophes dans les années à venir, en raison de la hausse des températures dans le monde. Il a souligné l'importance de l'approche multi-aléas des SAP dans l'adaptation future au dérèglement climatique. Plusieurs intervenants ont souligné son importance pour faire face aux aléas tels que la sécheresse et les événements hydrologiques.

Mussa Mustafa, directeur général adjoint de l'Institut national de météorologie du Mozambique, a examiné les enseignements tirés des récents cyclones Idai et Kenneth. Mustafa a déclaré que les systèmes d'alimentation électrique et de communication se sont vite coupés et que les communautés s'en étaient trouvées isolées. Il a déclaré qu'il était urgent de rétablir les capacités d'alerte précoce, de renforcer la résilience des ripostes institutionnelles et de former les communautés locales, celles-ci jouant souvent un rôle important dans les interventions en cas de catastrophe.

Un deuxième groupe de discussion s'est concentré sur « Le dernier kilomètre », à savoir le dernier maillon de la chaîne de communication SAP avec les communautés locales. Les conférenciers ont évoqué la mise en place de partenariats efficaces avec les sociétés de satellite et le PAM, qui apportent des solutions prédéfinies aux communautés confrontées aux



**Nicolas Bidault**, Programme mondial pour l'alimentation (PAM)





Les participants se sont répartis en petits groupes pour débattre des priorités des prévisions fondées sur l'impact.

catastrophes en leur proposant une formation, un renforcement des capacités et une bande passante améliorée. Plusieurs intervenants ont également souligné la nécessité cruciale de s'associer aux membres de la communauté locale afin d'améliorer la communication au sein de leur communauté et d'aider à la cartographie des ressources.

Les conférenciers ont parlé de l'importance de la prise en compte de l'échelle de temps lors de catastrophes telles que les tremblements de terre, où les secondes sont cruciales, et de la nécessité d'améliorer la technologie cellulaire et satellitaire pour le SAP, à travers des partenariats avec des sociétés de satellites et des fournisseurs de réseaux mobiles.

La séance de l'après-midi s'est ouverte avec un groupe de discussion sur le renforcement du lien entre l'alerte précoce et l'action précoce (APAP) grâce à des prévisions basées sur l'impact (PBI). L'organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture a présenté une vidéo sur son système d'alerte rapide pour les événements météorologiques hivernaux en Mongolie, appelés dzuds, qui explique comment ce système a été capable de prévoir les zones à haut risque et de permettre des préparatifs et la fourniture d'une nourriture aux animaux touchés. Les conférenciers ont souligné l'intérêt d'agir avant que des zones ne deviennent vulnérables, notant que cet objectif peut être mieux atteint avec des PBI.

Les conférenciers ont souligné l'importance d'améliorer la collecte d'informations et de données, de procéder à une diffusion efficace de l'information afin de stimuler des actions précoces, de s'appuyer sur les savoirs locaux et de faire appel à des volontaires de la communauté pour collecter et diffuser l'information.

Après des discussions en petits groupes, les intervenants se sont concentrés sur les besoins spécifiques et sur les obstacles posés à une communication adéquate des alertes rapides. Les conférenciers ont cité des exemples de gouvernements et d'organisations ayant agi sur les informations lorsqu'il était trop tard, par exemple face à des risques prévisibles pour la sécurité alimentaire mais sans mesures prises avant les risques prévisibles de famine. Selon les conférenciers, les intervenants et les donateurs accordent la priorité au financement d'actions précoces, soulignant que « pour sauver des vies, nous devons être à l'aise pour affronter l'incertitude ». Ils ont souligné que plutôt que d'être trop technique, la communication doit être mieux adaptée au public concerné de manière à pouvoir inciter à l'action.

Le dernier groupe de discussion de l'après-midi était axé sur la science, la technologie et l'innovation. Les conférenciers ont présenté des technologies spécifiques aux SAP pour une variété de catastrophes. Tous les intervenants

ont évoqué l'importance de la cartographie, du Big Data et de l'apprentissage automatique pour l'amélioration des capacités en matière de SAP. Beaucoup se sont concentrés sur le passage à une approche multirisques, par exemple les risques multiples liés aux tremblements de terre, par delà les dégâts causés par les secousses, pour inclure les pertes potentielles dues aux glissements de terrains. Les conférenciers ont conclu en demandant une amélioration de la collecte de données, en particulier dans les zones où les données sont rares, par le biais de la recherche participative et de la collaboration, soulignant qu'une plus grande disponibilité des données entraînerait des alertes plus efficaces.

### *Forum scientifique et politique*

Le modérateur Andrew Revkin, de la National Geographic Society, a invité les intervenants à faire part de leurs points de vue sur la manière dont le monde peut éviter le syndrome consistant à ignorer les avertissements scientifiques jusqu'à ce qu'une catastrophe se produise.

Mami Mizutori, RSSG pour la RRC, a exhorté les participants à attendre des publics autres que la communauté de la RRC et a souligné la valeur potentielle de la combinaison des approches académiques avec les savoirs traditionnels et autochtones.

Flavia Schlegel, Conseil scientifique international, a souligné la nécessité de travailler de manière interdisciplinaire, de réunir les sciences naturelles et sociales et d'encourager le travail de jeunes scientifiques.

Jacqueline McGlade, de l'University College London et de l'Université Maasai Mara, au Kenya, a encouragé les processus de gouvernance délibérative afin de mieux



Jacqueline McGlade, University College London et Maasai Mara University, Kenya, et Andrew Revkin, National Geographic Society

planifier et mettre en œuvre les mesures à prendre après une catastrophe, notamment pour offrir aux petits exploitants et aux agriculteurs la possibilité de produire de la nourriture au lendemain d'une catastrophe. Elle a souligné le potentiel de promotion de l'accès des communautés aux données de l'Observation de la Terre par le biais d'initiatives telles que le Partenariat pour un gouvernement ouvert et les rapports GEO du PNUE.

Des groupes de discussion ont ensuite eu lieu sur la Feuille de route mondiale pour la science et la technologie, plaidant pour de meilleures données et la nécessité d'une terminologie scientifique cohérente sur les dangers.

Au sujet de la Feuille de route, Rajib Shaw, Président du Groupe consultatif scientifique et technologique (GCST), a décrit son objectif en tant que document destiné à guider la communauté scientifique et technologique sur la manière dont elle peut soutenir la mise en œuvre du Cadre de Sendai.

D'autres orateurs ont expliqué comment la feuille de route avait été élaborée et ont présenté le travail effectué par les différents GCST régionaux pour promouvoir les quatre priorités du Cadre de Sendai, à savoir comprendre le risque de catastrophe, renforcer la gouvernance des risques de catastrophe, investir dans la RRC pour la résilience et « reconstruire en mieux ». Les panélistes ont souligné les travaux réalisés dans le cadre du Programme décennal de recherche intégrée sur les risques de catastrophe, notamment la publication de sept documents de travail. Jörgen Sparf, ESTAG, a annoncé la mise en ligne du portail Web sur la prévention intitulé « Les défis socio-économiques et les problèmes de données ».

Lors de la séance sur l'amélioration des données, Muhammad Dimiyati, Ministère de la recherche, de la technologie et de l'enseignement supérieur, Indonésie, a présenté les expériences et les réalisations de l'Indonésie dans l'utilisation des données pour la réduction des risques de catastrophe. Il a présenté six directives de politique générale du Président indonésien, Joko Widodo, qui permettent de fonder la planification du développement sur la réduction des risques de catastrophe et d'accroître considérablement la participation des universitaires à la prévision des menaces et des impacts des catastrophes. Il a souligné la création par le Gouvernement indonésien d'un portail de données sur les risques de catastrophe.

Ailsa Holloway, université de Stellenbosch, a présenté les résultats d'une enquête qui avait identifié 24 programmes universitaires sur les risques de catastrophe en Asie et en Afrique, 79% d'entre eux se déroulant dans des pays à haut risque de catastrophe. Elle a appelé à une action pour fournir un soutien financier aux femmes travaillant dans le domaine des risques de catastrophe et pour promouvoir l'engagement des sciences sociales et humaines qui, a-t-elle ajouté, sont mal représentées sur le terrain.

D'autres intervenants ont évoqué la nécessité de produire et d'utiliser « des données qui comptent » et de communiquer ces données dans le cadre d'une stratégie délibérée au sein d'initiatives de RRC. Les participants ont parlé de la manière dont les données peuvent être utilisées pour promouvoir la responsabilité, en particulier en ce qui concerne l'action contre le changement climatique; du besoin d'une volonté politique; et des étapes nécessaires pour passer des données à l'action.

Au sujet de la terminologie des dangers, Virginia Murray, Public Health England, a annoncé qu'un sondage en ligne serait ouvert de juin à juillet 2019, en tant qu'approche de « crowdsourcing » de scientifiques susceptibles de contribuer à l'élaboration d'une terminologie cohérente. Wen-jiang Zhang, OMM, a décrit les efforts de son institution pour améliorer la précision et la portée des prévisions à long terme. Noboru Ta-kamura, de l'Institut des maladies de la bombe atomique de l'Université de Nagasaki, a décrit les tests effectués par son université sur les champignons et la création d'une « carte des champignons » pour identifier les niveaux de radiation, ainsi que sa liaison avec les membres de la communauté d'un village touché par la catastrophe nucléaire de Fukushima un an après l'événement.

D'autres orateurs ont affirmé la nécessité d'une terminologie cohérente sur les dangers et ont donné des exemples de son utilité. Les participants ont examiné la nécessité de disposer de données « hyperlocales » et de l'ampleur des risques ressentis. Ils ont exprimé leur inquiétude face aux « déserts de données » dans les pays pauvres où de nombreuses personnes n'ont pas nécessairement accès à des appareils numériques, notant que les méthodes traditionnelles de collecte de données sont encore nécessaires.

À la fin de la journée, l'éditeur Elsevier a lancé une nouvelle revue, « Progress in Disaster Science », qui contiendrait, a-t-on expliqué, des recherches originales et des commentaires évalués par des pairs et rédigés par des écrivains invités.



**Rajib Shaw**, Groupe consultatif scientifique et technologique (GCST); **Annisa Triyanti**, GCST Mondial; **Qunli Han**, Recherche intégrée sur les risques de catastrophe (RIRC); **Antonia Yulo Loyzaga**, National Resilience Council; **Chadi Abdallah**, GCST Arabe; **Jörgen Sparf**, GCST Europe; **Hirokazu Tatano**, Alliance mondiale des instituts de recherche sur les catastrophes, et **Mark Pelling**, Fonds de recherche sur les défis mondiaux